

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
3 août 2022
Français
Original : anglais

Lettre datée du 2 août 2022, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une communication signée par Seleshi Bekele Awulachew, Négociateur en chef sur la question du Grand Barrage de la Renaissance éthiopienne (voir annexe), en réponse à la lettre adressée par le Ministre égyptien de l'eau et de l'irrigation, Mohamed Abdel Aty, en date du 29 juillet 2022.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Taye Atskeselassie **Amde**



**Annexe à la lettre datée du 2 août 2022 adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous écris en réponse à votre lettre datée du 29 juillet 2022.

La présente communication, consistant en données et informations sur la mise en eau pendant la troisième année du Grand Barrage de la Renaissance éthiopienne, s'inscrit dans le prolongement des mesures prises par l'Éthiopie pour veiller à la transparence et instaurer la confiance. Comme vous le savez, il n'existe aucune obligation légale entre nos deux pays nous liant à un tel engagement. L'action de l'Éthiopie reflète son attachement de longue date à la transparence, à la coopération et au principe de bon voisinage.

Je rappelle la position de l'Éthiopie sur la question de la mise en eau du Grand Barrage : la construction et la mise en eau sont des processus simultanés, comme le prévoit clairement l'Accord sur la Déclaration de principes, signé par les dirigeants de nos trois pays en 2015. Tout argument contraire est simplement une tentative de remettre en question l'Accord et va à l'encontre de la conception et de l'ingénierie du barrage, que vous connaissez bien. Et surtout, l'Accord ne prévoit aucunement de soumettre pour approbation un quelconque aspect de l'utilisation de l'eau par l'Éthiopie, y compris la mise en eau et l'exploitation du Grand Barrage, ou encore de servir d'instrument à cet effet. L'Éthiopie est donc dans son droit et respecte l'engagement qu'elle a pris au titre de l'Accord de procéder à la mise en eau du barrage, tout en agissant de bonne foi pour vous fournir les données et les informations nécessaires.

Pour ce qui est de la sécurité de la digue de col, je tiens à souligner que je rejette toutes vos allégations. L'intégrité du Grand Barrage et de toutes les structures auxiliaires est une préoccupation majeure de l'Éthiopie, propriétaire du barrage. La digue de col est un barrage en enrochement revêtu de béton, dont la conception et la construction sont à la pointe du progrès et garantissent l'intégrité et la sécurité structurelles. Comme vous le savez, la construction du Grand Barrage est entreprise par une société de construction de renommée mondiale et supervisée par des consultants de premier plan. En outre, c'est après l'inspection menée par les experts égyptiens du Groupe international d'experts que l'appréciation des efforts faits par l'Éthiopie pour assurer la sécurité du barrage a été citée dans le principe VIII de l'Accord. Par conséquent, votre inquiétude concernant l'intégrité des dalles de béton de la digue de col n'est pas fondée.

Concernant l'étude d'impact environnemental et social à laquelle vous avez fait référence, l'étude d'impact de l'Éthiopie a été communiquée à votre équipe, tout comme 153 autres documents sur la faisabilité, la sécurité et les normes du barrage. Au sujet de l'étude d'évaluation de l'impact transfrontalier recommandée par le Groupe international d'experts, l'Égypte a entravé toute tentative de la mener en interdisant la collecte de données primaires sur son territoire. En outre, son insistance à évaluer l'impact en prenant comme point de référence son « utilisation existante de l'eau », au lieu de l'utilisation équitable de l'eau, a court-circuité tout effort de réaliser l'étude. Contrairement à la pratique internationale habituelle, l'Égypte a également refusé de communiquer au consultant les observations techniques des pays sur le rapport de démarrage de l'étude. J'ose espérer que l'Égypte renoncera à cette approche destructrice lorsque nos trois pays procéderont à une étude de faisabilité, comme convenu dans les négociations en cours.

J'attends avec intérêt la poursuite des négociations trilatérales et une action de bonne foi visant à régler les questions en suspens et à parvenir à un résultat mutuellement acceptable sous les auspices de l'Union africaine.

Le Négociateur en chef sur la question
du Grand Barrage de la Renaissance éthiopienne
(*Signé*) Seleshi Bekele **Awulachew**
